



## Assemblée générale

Distr. générale  
8 janvier 2007  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante et unième session

Point 27 de l'ordre du jour

### **Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM et leurs incidences sur la paix, la sécurité et le développement**

#### **Lettre datée du 8 janvier 2007, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration du Ministère géorgien des affaires étrangères, en date du 5 janvier 2007, relative à l'attaque menée contre le poste de contrôle du Ministère géorgien de l'intérieur situé près du village de Ganmukhuri, dans le district de Zugdidi en Géorgie (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, au titre du point 27 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Irakli Alasania



**Annexe à la lettre datée du 8 janvier 2007, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Une attaque menée le 5 janvier 2007, avant l'aube, contre le poste de contrôle du Ministère géorgien de l'intérieur situé près du village de Ganmukhuri, dans le district de Zugdidi (Géorgie), à partir du district de Gali, a causé la perte d'une vie humaine du côté géorgien.

Cette attaque peut être considérée comme un maillon de plus d'une chaîne d'actes criminels qui ont eu lieu récemment dans le district de Gali. Particulièrement préoccupant est le fait que l'attaque a été menée dans la zone de sécurité se trouvant sous le contrôle des soldats de la paix russes, qui ne se sont pas donné la peine de l'empêcher. Il en a résulté une grave violation du régime de cessez-le-feu entre les parties au conflit, les soldats de la paix russes ne s'étant pas acquittés de leur principale obligation au titre de la mission qui leur a été confiée.

De surcroît, dans cette affaire, on a fait totalement fi des décisions du Conseil de sécurité, notamment de la résolution 1716 dans laquelle les deux parties sont invitées instamment à respecter dans leur intégralité les accords antérieurs relatifs au cessez-le-feu et au non-recours à la violence.

L'évolution de la situation au cours de ces derniers jours témoigne clairement de la pertinence des propositions de la partie géorgienne tendant à modifier le format de l'opération de maintien de la paix et à déployer dans la région un contingent plus efficace et plus impartial.

La partie géorgienne considère cet incident comme un acte de provocation délibéré, minutieusement planifié, qui vise à raviver encore davantage la tension dans la zone de conflit et qui risque d'entraîner, en toute probabilité, des conséquences irréversibles.

Cela dit, la partie géorgienne prie instamment la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie de mener une enquête sur cet incident, d'établir les faits et de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter qu'une telle violence ne se reproduise.

Le Ministère géorgien des affaires étrangères condamne fermement cet acte criminel et demande à la communauté internationale, y compris le Groupe des amis du Secrétaire général, de procéder à une évaluation appropriée des actes de provocation qui ont lieu dans la région et de prendre les mesures voulues à ce sujet.

Tbilisi, le 5 janvier 2007